

Questions des soumissionnaires et réponses

Demande de proposition no 19-154520 Services d'accueil VIP à l'aéroport, Toronto

Question 1

La page 4/57 mentionne ce qui suit :

« 1.2 Sommaire. Le contrat devrait durer un (1) an, plus quatre (4) périodes d'option d'un (1) an. »

Alors que selon la page 26/57 :

« 7.4.1 Durée du contrat. La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 30 juin 2021...

Le 30 juin 2021 signifie que la durée du contrat est du 1^{er} novembre 2019 au 30 juin 2021, soit 20 mois et non 12.

7.4.2 Option de prolongation du contrat. L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat jusqu'à trois (trois) périodes supplémentaires de un (1) an chacune, selon les mêmes conditions.

Ceci contredit la page 4 qui stipule que la durée du contrat est d'une (1) année, plus quatre (4) périodes d'option d'un (1) an. »

Réponse 1

Le contrat devrait durer deux (2) ans, plus trois (3) périodes d'option d'un (1) an.

Veuillez vous reporter à la modification 002 de la DP.

Question 2

La page 26/57 mentionne ce qui suit :

« 7.3 Exigences relatives à la sécurité. 7.3.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité. »

La page 21/35 de la DP de 2016 mentionne quant à elle :

« 7.3 Exigences relatives à la sécurité. Les exigences en matière de sécurité suivantes (la LVERS et les clauses connexes du PSI) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante. 7.3.1 L'entrepreneur et/ou toute autre personne exécutant les travaux doivent tous détenir une COTE DE FIABILITÉ en vigueur.

Les documents que nous recevons d'AMC sont classés Protégé A et ceux que nous recevons de la GRC sont classifiés. Selon notre entente de classification au niveau « Secret » avec TPSGC, pour pouvoir consulter, traiter, conserver et transmettre des documents Protégés A, B, C ou classifiés, l'adjudicataire doit détenir les attestations de sécurité suivantes :

- Attestation de sécurité des locaux
- Attestation de sauvegarde des documents
- Attestation pour les déchiqueteuses

- Attestation des technologies de l'information
- Enquête de sécurité sur le personnel »

En outre, le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC stipule ce qui suit : « Le gouvernement du Canada est chargé d'attribuer les cotes de sécurité appropriées à ses renseignements et à ses biens; il doit également faire en sorte que ces cotes soient respectées. Les cotes en usage au gouvernement sont : Protégé A, B et C, ainsi que Confidentiel, Secret et Très secret. Lorsqu'on attribue à l'entreprise privée un contrat comprenant la protection de données ou de biens selon une de ces cotes de sécurité, il incombe à l'agent de sécurité d'entreprise (ASE) de consulter le ministère compétent afin de savoir quelle cote de sécurité a été attribuée aux documents internes à l'appui de ce contrat. Leur auteur doit alors veiller à ce que cette cote soit clairement indiquée et à ce que les documents soient protégés comme il se doit. »

Pourquoi cette clause a-t-elle été retirée de la DP, vu qu'elle devrait faire partie des exigences obligatoires? Tous les contractants pour le gouvernement fédéral, de même que leurs employés qui manipulent le type de renseignements qu'AMC et la GRC leur confient ne doivent-ils pas détenir une attestation de sécurité?

Réponse 2

Pour accéder aux zones réglementées d'un aéroport canadien, il faut détenir une carte d'identité de zone réglementée (CIZR), qui atteste également d'une habilitation de sécurité en matière de transport (HST) délivrée par Transports Canada selon un processus équivalant à celui des attestations de fiabilité approfondie. Ce niveau de sécurité est celui qui est exigé pour travailler dans une zone réglementée d'un aéroport canadien et AMC a déterminé qu'il répondait à ses exigences.

Aucun renseignement classifié n'est remis à l'entrepreneur, il n'a par conséquent pas besoin d'une cote de sécurité de niveau secret.

Les exigences relatives à la sécurité des anciennes DP ne s'appliquent pas à la présente.

Question 3

À la page 39/57 il faut inscrire un tarif de base par événement, que ce soit une arrivée, un départ ou une correspondance.

Selon la moyenne établie sur les 2,5 dernières années écoulées, une arrivée exige 3,9 heures de travail, un départ, 5 heures et une correspondance, 6,3 heures; ces moyennes ne tiennent pas compte du temps de préparation. Le temps de travail varie énormément dans le cas d'une arrivée d'un vol intérieur comparativement à celui dans le cas d'un départ par un vol international. Selon la DP, la moyenne par événement est de quatre (4) heures, incluant le temps de préparation. Ne devrait-il pas y avoir un tarif de base pour les arrivées, un autre pour les départs et un autre encore pour les correspondances, incluant le temps de préparation?

Réponse 3

La DP indique que le tarif de base doit être basé sur quatre (4) heures de travail. Veuillez vous référer 1.6 à la page 34, Annexe A — Énoncé des travaux — incluant le temps des préparatifs. Les heures additionnelles sont définies à l'Annexe B — Base de paiement, à la page 39 qui précise ce qu'on entend par heure supplémentaire.

Question 4

À la page 39/57, Base de paiement :

« Est-ce que le tarif de base par événement est établi en fonction du traitement d'un officier supérieur des opérations ou d'un officier subalterne? Dans le cas des officiers supplémentaires, est-ce que ce sont des officiers supérieurs ou des officiers subalternes? »

Réponse 4

La DP précise que le tarif de base doit être basé sur quatre heures de travail, voir la section 1.6 à la page 34, Annexe A — Énoncé des travaux — incluant le temps des préparatifs. Les heures additionnelles sont définies à l'Annexe B — Base de paiement.

Question 5

a)Actuellement, est-ce qu'un proposant fournit déjà ces services?

b)Le cas échéant, est-ce que la Loi 7 s'applique?

Réponse 5

a)Oui, il y a actuellement un prestataire pour ces services

b)Non, la Loi 7 ne s'applique pas.

Question 6

Pouvez-vous fournir de plus amples renseignements sur les rôles lors des « correspondances »? Faut-il fournir un agent accompagnateur? Est-ce toujours à partir de l'aéroport ou seulement entre deux vols de correspondance?

Réponse 6

Une correspondance signifie « entre deux vols ». Nos clients doivent être accompagnés en tout temps, sauf avis contraire. Nous n'offrons aucun service à l'extérieur de l'aéroport.

Question 7

Est-ce que ce sont tous les proposants ou seulement l'adjudicataire qui doivent soumettre la lettre d'un assureur?

Réponse 7

Oui, comme le précise la section 6.3 de la partie – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, la lettre doit être jointe à la proposition au moment de soumission.

Question 8

Est-ce que le tarif de base couvre la rémunération du coordonnateur des opérations et celle de l'officier supérieur des opérations?

Réponse 8

La DP précise que le tarif de base doit être basé sur quatre heures de travail, voir la section 1.6 à la page 34, Annexe A — Énoncé des travaux — incluant le temps des préparatifs. Les heures additionnelles sont définies à l'Annexe B — Base de paiement, à la page 39. C'est à l'adjudicataire qu'il incombe d'organiser le travail de ses employés en conséquence.

Question 9

Aux fins de l'Annexe B, est-ce que le MAECD demande un tarif horaire ou un tarif annuel tout frais compris?

Réponse 9

Le MAECD s'attend à un tarif tout inclut. (coût de base par un événement + chaque officier additionnel + chaque heure additionnelle = coût total par année) Veuillez vous reporter à l'Annexe B — Base de paiement.

Question 10

- a) Le tarif de base s'applique-t-il à quatre (4) heures?
- b) Si oui, pouvons-nous présumer que le tarif horaire s'applique après la quatrième heure?

Réponse 10

- a) Oui, le tarif de base est pour quatre (4) heures.
- b) Oui, le tarif horaire s'applique après la quatrième heure.

On estime que tout le travail nécessaire dans le cas d'une arrivée, d'un départ ou d'une correspondance peut être effectué en quatre heures, d'où le tarif de base pour quatre heures. Dans des circonstances exceptionnelles comme des retards dans les départs, des retards dans l'arrivée des bagages, des correspondances manquées, etc. (l'Annexe B — Base de paiement, fournit des exemples) des heures additionnelles seront payées au tarif indiqué dans l'Annexe B — Base de paiement, après présentation d'une explication claire.

Question 11

DURÉE DU CONTRAT

Les différents énoncés sur la durée du contrat sont différents d'une section à l'autre. 1.2 Sommaire : Un (1) an plus quatre (4) périodes d'option d'un (1) an.

7.4.1 : Période entre la date du contrat jusqu'au 30 juin 2021.

7.4.2 : Trois (3) périodes de prolongation de un (1) an.

Annexe « B » Base de paiement : Deux périodes initiales de un (1) an et trois (3) périodes optionnelles de un (1) an.

Réponse 11

Veillez vous reporter à la modification à la DP 002.

Question 12

BASE DE PAIEMENT — TARIF DE BASE PAR ÉVÉNEMENT

Nous croyons qu'un nombre d'heures maximum devrait être spécifié pour le tarif de base par événement. Sinon, sur quelle base les heures supplémentaires pourraient-elles être réclamées? En spécifiant une durée maximum pour le tarif de base, ceci permettrait d'établir à partir de quand les heures supplémentaires s'appliqueraient.

Par exemple, le tarif de base devrait inclure le travail de préparation et de coordination effectué par le coordonnateur et une durée maximum de trois (3) heures pour le service d'un officier à l'aéroport.

Réponse 12

La DDP indique que les frais de base doivent être basés sur 4 heures de travail (voir 1.6, page 34 de l'Annexe A - Énoncé des travaux), y compris le temps de préparation. Les heures supplémentaires sont définies à l'annexe B — Base de paiement, page 39.

Veillez vous reporter à la modification à la DP 002.

Question 13

BASE DE PAIEMENT — OFFICIERS SUPPLÉMENTAIRES

Nous croyons qu'un nombre d'heures maximum devrait être spécifié pour un officier supplémentaire. Sinon, sur quelle base les heures supplémentaires pourraient-elles être réclamées pour l'officier supplémentaire? En spécifiant une durée maximum pour un officier supplémentaire, ceci permettrait d'établir à partir de quand les heures supplémentaires s'appliqueraient pour l'officier supplémentaire.

Par exemple, le tarif pour un officier supplémentaire devrait être pour une durée maximum de trois (3) heures.

Réponse 13

La DDP indique que les frais de base devraient être basés sur 4 heures de travail (voir 1.6, page 34 de l'Annexe A - Énoncé des travaux), y compris le temps de préparation. Les heures supplémentaires sont définies à l'annexe B — Base de paiement, page 39.

Veuillez vous reporter à la modification à la DP 002.

Question 14

PERMIS D'EXPLOITATION DU GTAA

- a) Est-ce que le l'entrepreneur doit obtenir un permis d'exploitation du GTAA?
- b) Si oui, quel est le montant du permis et le coût sera-t-il remboursé par le MAECD?

Réponse 14

- a) Veuillez vous reporter section 8.0 de l'énoncé des travaux.
- b) Oui, le MAECD remboursera le coût du permis d'exploitation.

Question 15

STATIONNEMENT

Est-ce que les coûts de stationnement pour les employés de l'entrepreneur seront remboursés par le MAECD

Réponse 15

Non. Voir section 8.0 d

Question 16

Nous voulions ajouter une section « Valeur ajoutée » - est-ce acceptable?

Réponse 16

Toute information relative à la « valeur ajoutée » devrait/peut être saisie dans le Plan opérationnel.

Question 17

Et pour les sections 4.1.1 Évaluation technique et les sections subséquentes 1. Plan opérationnel, 2. Plan de ressources humaines et 3. Programme de formation et de perfectionnement et 4. Dispositions prises pour prévoir du personnel supplémentaire, pouvons-nous répondre à ces sections dans notre soumission technique en mentionnant le numéro exact de la section?

Réponse 17

Affirmatif

Question 18

À la section 8.0, Contraintes, on lit ce qui suit : « Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir tous les permis requis pour l'exécution des travaux auprès de la GTAA. ». Est-ce que cela comprend le paiement du pourcentage de redevances aéroportuaires?

Réponse 18

Les frais associés à l'obtention d'un permis, y compris les redevances proportionnelles administrées par la GTAA, sont remboursés; des reçus ou des preuves de paiement seront demandés.